

# MOUSSA MARA, CANDIDAT A L'ELECTION PRESIDENTIELLE

« Ce que j'entends m'incite à l'optimisme »

**Le maire de la commune IV du district de Bamako, Moussa Mara, a été investi candidat à l'élection présidentielle de 2012. Son parti YELEMA (changement en Bambara) pourra-t-il brillé face à ses adversaires qui ont une longueur d'avance en termes d'implantation et de crédibilité au sein du tissu social malien. Dans une interview, le maire-candidat nous indique le centre d'intérêt de sa gouvernance politique.**

**Vous êtes maire de la commune IV du district de Bamako depuis un an. Pouvez-vous nous faire l'état de l'évolution de la gouvernance au sein de la municipalité avec l'entrée en fonction de votre équipe ?**

La Gouvernance est notre priorité majeure car elle induit une confiance indispensable à la conduite de toute politique de développement locale. Elle doit être transparente, participative et responsable. Dans le cadre de la transparence, nous avons instauré partout des commissions, comités et autres instances qui associent les populations à tous les choix politiques de la mairie notamment les passations de marchés ou les délégations de gestion des marchés de la commune.

Dans le domaine de la participation, la population est associée à toutes les initiatives du conseil municipal. Elle est partie prenante de notre stratégie de collecte des ressources. A travers les organisations socioprofessionnelles, elle participe aux activités des commissions municipales. Nous estimons que la cogestion avec la société civile est salvatrice pour une collectivité. Dans le domaine de la responsabilité, nous avons élaboré un guide de l'utilisateur qui définit, pour chaque service rendu par la mairie, le coût et la durée de réalisation. Cela pour que chacun sache le temps et l'argent qu'il dépensera quand il viendra solliciter nos services. Cette méthode réduit la corruption, les lenteurs et autres trafics d'influence. Nous avons imposé le respect des heures de travail pour que chaque citoyen qui aura besoin de nous vienne nous trouver au poste dès 8 Heures du matin. La municipalité est au service du citoyen avec la vocation de le servir.

## **Les recettes de la commune IV suffisent-elles pour amorcer un développement économique et social durable au sein de la municipalité ?**

Comme ailleurs, les recettes de la commune IV ne suffisent pas intrinsèquement pour amorcer le développement que nous attendons. C'est le cas des autres communes et sans doute le cas pour l'Etat malien. Nous sommes un pays pauvre. Il faut se battre collectivement pour sortir de cette situation. La commune IV a un plan de développement étalé sur dix ans avec un coût de 90 Milliards de FCFA. Ses recettes propres font aujourd'hui moins d'un milliard de FCFA. De ce fait, il nous faudra 90 ans pour réaliser ce qui est prévu en dix ans ! C'est impensable !

Nous nous battons pour que l'Etat fasse plus d'effort en matière de transfert de ressources d'une part et d'autre part nous agissons pour améliorer de manière significative nos ressources propres. Notre commune a un potentiel d'au moins 2 milliards de FCFA de ressources propres par an. Ce potentiel sera sans doute de 5 milliards si on mettait en œuvre une réforme fiscale locale avec l'instauration d'une taxe foncière conséquente. Avec 5 milliards, on aurait plus de marge de manœuvre qu'avec 1 milliard.

## **Votre leadership a été affirmé aux législatives de 2007 alors que vous étiez un candidat indépendant. Quelles sont alors les motivations réelles de la création du parti YELEMA ?**

Dans la vie, les grandes aventures se mènent en groupe, au sein d'organisation structurée vers un objectif commun. Notre démarche de non partisan avait une limite. Quand il s'est agi, suite aux nombreuses sollicitations dont nous avons été l'objet pour répandre nos idées et faire en sorte qu'elles soient connues ailleurs qu'en commune IV, nous avons décidé de franchir le pas de la création d'une organisation politique structurée autour de nos principes, nos valeurs et projets qui porteront le changement le plus loin possible au Mali.

## **Quel jugement faites-vous de la situation économique et sociale actuelle du pays ?**

Je l'ai toujours dit ; le Mali se trouve dans la situation d'un élève qui avance mais pas suffisamment vite pour rattraper son retard sur les meilleurs. On peut mieux faire. C'est ce que nous entendons démontrer justement pendant les prochaines campagnes électorales. Dans certains domaines comme l'équipement et le climat social, des efforts importants ont été faits. Dans d'autres, il y a encore des choses significatives à entreprendre. C'est le cas du développement humain de manière générale : culture, santé, éducation, formation professionnelle, emploi des jeunes, relations sociales et la place de nos valeurs

traditionnelles et religieuses, l'Etat et l'administration, le soutien aux créateurs de richesse...

### **Qu'est ce qui vous préoccupe le plus aujourd'hui ?**

Aujourd'hui deux choses me préoccupent beaucoup : le rapport du malien avec son pays et notre continent face aux enjeux géostratégiques. Rien que d'y penser, je suis inquiet. Il faut urgemment des solutions pour sortir notre pays et notre continent de l'ornière. Faire en sorte que le malien et l'africain ne soient plus les premiers fossoyeurs du pays et du continent. Il faut que nous placions l'homme au centre de nos actions, que le continent se réveille pour parler d'une seule voix.

L'homme malien doit retrouver sa place de citoyen conscient de ses devoirs pour mieux revendiquer ses droits. Le Mali doit être, de nouveau, à l'avant garde de la promotion de l'unité africaine et des valeurs qui permettront à notre continent de maîtriser les défis du développement.

### **Vous avez été investi candidat à l'élection présidentielle de 2012. Quel projet de société proposerez-vous aux maliens ?**

Notre projet de société est monté autour de valeurs comme le leadership des jeunes, la vérité et la transparence, la méritocratie et l'égalité des maliens, la responsabilisation des communautés à la base, l'équilibre du pays au bénéfice de l'ensemble de ses régions. Il y a également la primauté absolue de l'intérêt public sur les intérêts privés. Nous entendons inscrire notre projet dans une démarche de construction collective impliquant tous les maliens autour de cinq axes majeurs :

- 1- Le renforcement de l'Etat afin de le rendre plus efficace, plus visible, mieux respecté, plus juste et équitable exerçant ses attributions souveraines de manière effective sur l'ensemble du territoire nationale.
- 2- L'instauration d'un malien de type nouveau, soigné et éduqué mais aussi instruit et formé pour jouer pleinement un rôle positif pour le pays.
- 3- Le renforcement de nos valeurs traditionnelles, culturelles et religieuses tout en étant ouvert sur le monde.
- 4- La mise en place des conditions de création de richesse suffisante et la répartition équitable de cette richesse entre les citoyens, les zones rurales et les opérateurs économiques nationaux

5- Enfin l'intégration régionale et l'unité africaine sont des objectifs ultimes qu'il faut rechercher par des initiatives originales. Il faut une plus grande intégration avec les voisins, la généralisation du concept de pays frontières, une mutualisation de certaines grandes fonctions (diplomatie, défense et sécurité, filières économiques...) à l'échelle d'une région ou du continent.

**La jeunesse de votre parti n'est-elle pas un handicap pour l'occupation du terrain face à des partis qui sont sérieusement implantés depuis des années ?**

L'élection présidentielle nécessite des moyens et une couverture du vaste territoire nationale certes. Mais elle est d'abord et avant tout une équation personnelle : celui qui aspire à diriger le pays. La capacité de communication et de conviction du candidat autour de ses idées est une donnée importante dans une élection. Les maliens ont soif de changement et je figure parmi ceux qui portent le mieux ce changement. J'ai eu la chance de prouver par mes idées, dans mes écrits, par ma trajectoire, mon profil et mes expériences et par l'expérience de la commune IV.

Je reflète la majorité des électeurs qui sont jeunes. Je suis neuf et donc en mesure d'assurer et de maintenir l'impartialité de l'Etat vis à vis des citoyens. Ce qui est une condition majeure pour un progrès socioéconomique durable du pays. J'estime donc que le handicap supposé n'en est pas un, cela d'autant plus que nous allons couvrir le pays par notre présence effective et par le message à porter aux maliens grâce à nos relais, nos réseaux et aux outils modernes de communication. Aucun malien, qu'il soit à l'intérieur du pays ou à l'extérieur, ne méconnaîtra ce que nous sommes et ce que nous proposons d'ici cinq mois inch'allah.

Notre parti est aujourd'hui présent dans chacun des 49 cercles du pays, chacune des six communes de Bamako et dans une vingtaine de pays à l'extérieur jusqu'en Australie où vit une dizaine de maliens. YELEMA sera ensuite appuyé dans la campagne par une convergence de forces de la société civile décidées à participer au débat public qui s'annonce et surtout faire émerger l'idée de renouveau que nous véhiculons. Nous sommes prêts et nous serons inch'allah au rendez vous.

**Alors quelles sont vos chances de pouvoir remporter le scrutin présidentiel de 2012 ?**

Nos chances sont réelles. Il n'est pas possible de donner un chiffre en l'absence de sondages et autres mesures d'opinions. De mars à septembre 2011, j'ai parcouru 41 des 49 cercles du pays, de nombreuses communes et des centaines de villages. Je suis allé en Europe et en Amérique et je parcours le continent

depuis de nombreuses années. Ce que j'ai vu et ce que j'entends m'incite à l'optimisme. On fera les points appropriés après le premier tour.

**Vous avez été membre d'une alliance politique, en l'occurrence les PUR. Pourquoi avez-vous quitté cette alliance dont vous aviez tant commentée la solidité ?**

Nous avons eu des divergences que chacun espère passagère sur la marche de l'organisation en rapport avec le choix du candidat. Ces divergences sont derrière nous. Chacun ira aux élections pour se battre et défendre ses idées. Je souhaite simplement qu'après les prochaines élections, des occasions puissent être créées pour qu'on se retrouve et surtout qu'on poursuive la nécessaire union des forces politiques pour approfondir la démocratie malienne. J'estime que nous devons regarder de l'avant en ce qui concerne les divergences avec les PUR et travailler à des retrouvailles sereines et productives pour le futur. Il n'est pas productif de s'appesantir sur cet épisode malheureux de nos parcours politiques.

**Les leaders de l'alliance n'ont-ils pas privilégié leurs ambitions personnelles ?**

Ce qui s'est passé n'honore aucun d'entre nous. Soyez sûr que nous le regrettons fortement mais le plus important est devant. Nous devons nous employer à construire, apprendre de nos échecs du passé pour aller de l'avant ; ce que chaque leader concerné est en train de faire.

**En quoi vos options politiques permettront d'améliorer les conditions de vie de vos compatriotes ?**

Les marges de manœuvre du pays et du futur président de la République ne sont pas importantes en matière de politique de développement. Notre pays dispose déjà d'un cadre stratégique de développement dont la troisième version est en cours de finalisation. Cette stratégie encadre l'essentiel de nos politiques publiques. Ce cadre global contient des composantes sectorielles qui induisent l'essentiel de nos programmes. Par exemple, dans le domaine des infrastructures, nous savons à peu près de quoi nous avons besoin pendant les cinq prochaines années.

Il en est de même pour la santé ou encore le développement rural. C'est sur cette base que les partenaires au développement qui soutiennent nos politiques publiques interviennent de manière coordonnée au financement du budget national à presque 45% (ou 80% si on ne retient que les investissements). Il est illusoire de penser qu'on peut revenir sur ces programmes et projets dont la plupart correspondent d'ailleurs à des besoins réels. En matière de politique de

développement de manière générale, nous emboîterons le pas des autorités actuelles avec des nuances que nous allons décrire et expliquer pendant la campagne.

Ce dont nous avons réellement besoin au Mali, c'est un Etat et particulièrement une administration de développement pour accélérer la mise en œuvre des projets et programmes, mieux absorber le volume de l'aide et organiser les circuits pour que l'essentiel des soutiens extérieurs arrivent vite aux bénéficiaires. Nous allons nous mettre au service des usagers (les démunis mais aussi ceux qui créent de la richesse).

Nous avons besoin d'une administration et d'un Etat qui intègrent pleinement la notion de résultat, de reddition de compte, d'efficacité et de responsabilité. Chacun doit apprendre à mériter son poste, à servir la nation, à satisfaire les usagers. Et il doit être mis dans les conditions pour le faire. C'est ce que j'explique longuement dans mon livre sur l'Etat. Et c'est ce que je détaille de manière précise dans le tome II du même livre qui paraîtra inch'allah d'ici la fin de l'année.

### **Qu'envisagez-vous mettre en œuvre pour faire face aux problèmes de l'éducation et de la sécurité qui commencent à prendre des proportions inquiétantes ?**

L'éducation et la sécurité constituent aujourd'hui les préoccupations majeures des maliens notamment ceux vivant dans les zones urbaines. En ce qui concerne l'éducation, en 2008, nous avons organisé un forum national. Ce forum a débouché sur près de 500 recommandations relatives à tous les ordres d'enseignement, à la gouvernance du secteur ou encore aux valeurs à promouvoir. Nous centrerons nos solutions autour de la mise en œuvre des recommandations du forum dont une bonne partie reste en souffrance malheureusement. Il s'agit surtout de mieux traduire ces recommandations en actions et projets avec les coûts et le chronogramme de mise en œuvre. Il est nécessaire de tenir compte de la situation actuelle et des projections réalistes en termes d'effectifs à gérer.

Nous tiendrons compte de certains choix qui nous sont propres (mieux approcher l'éducation du marché de l'emploi, mieux intégrer nos valeurs culturelles et traditionnelles dans le dispositif de l'éducation, prioriser les sciences et les techniques, prendre en compte les spécificités des régions dans l'enseignement technique...) pour poser les jalons d'une politique d'éducation destinée à refondre le système sur une génération. Il va nous falloir une année pour mettre cette politique en place. Nous comptons soumettre ladite politique à un référendum. L'éducation a surpassé le cadre d'une préoccupation sectorielle pour devenir une cause nationale. L'ensemble des acteurs sera associé et chacun

aura des responsabilités à assumer pour que nous sortions définitivement de l'ornière.

Concernant la sécurité, il faut distinguer les préoccupations sécuritaires dans les villes dues au phénomène de banditisme soutenu par une urbanisation non maîtrisée des problèmes sécuritaires au nord du pays ou encore à nos frontières. A chaque situation, il est urgent d'apporter les réponses appropriées. Il est souhaitable de privilégier la prévention. Il s'agira de créer une sorte de police de proximité chargée de la coercition. Il faut mieux équiper les forces de sécurité. Celles-ci doivent être plus mobiles, disposer de plus d'outils et d'équipement pour mieux jouer leur rôle. Pour le cas spécifique du nord, il y a la superposition de trois niveaux de menaces : l'irrédentisme touareg sera notre priorité, les trafics illicites doivent être sévèrement combattus et la question de la sanctuarisation d'AQMI doit être traitée avec intelligence dans un cadre concerté avec les pays voisins.

Nous devons accepter de travailler avec les élus et les leaders de communautés dans le cadre des règles nationales. Je crois qu'il faudrait que nous soyons crédibles et engageons-nous sans jeu inutile dans l'application des accords conclus. Au-delà de tout ceci, les personnes qui persisteraient dans les attitudes négatives doivent être combattues de manière résolue.

**La présidentielle mais aussi un référendum sont annoncés pour avril 2012. Quelles sont vos impressions sur ces deux sujets ?**

Le chronogramme annoncé des présidentiels est normal et conforme aux mandats actuels. Cela instaure une habitude positive consistant à laisser les mandats aller normalement à leur terme.

Pour ce qui concerne le référendum, c'est un exercice démocratique quelque fois nécessaire pour donner une onction populaire à certaines démarches. En cela, il ne pose pas de problème, au contraire. Il faut seulement que les autorités arrivent à répondre au défi logistique que cela implique. Pour le fond, notre parti et ses alliés sont en train de réfléchir sur la question et donnera le moment opportun la position que nous soutiendrons à l'occasion des campagnes.

**Et votre mot de la fin ?**

Je voudrais saisir cette occasion pour appeler nos compatriotes qui ne sont pas encore inscrits sur les listes électorales de le faire. Le vote est un acte citoyen qui peut influencer sur l'avenir du pays et notre futur. Que chacun aille s'inscrire et fasse que ses amis et proches aussi s'inscrivent. Enfin, en ce début de mois saint zoul HIDJA, prions pour le progrès et le bonheur du pays, de tous les maliens dans une Afrique unie et prospère.